



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°38 – du 19 au 25 novembre 2021

En bref

- Le premier port franc britannique de Teeside est opérationnel depuis le 19 novembre.
- J. Haskel, membre du comité de politique monétaire de la BoE, a indiqué qu'il pensait toujours que les pressions inflationnistes étaient transitoires. Une hausse des taux serait décidée en fonction de la performance économique britannique plutôt que par les perspectives d'inflation.
- Ryanair a confirmé sa demande de radiation à la Bourse de Londres le mois prochain afin de se conformer aux règles européennes sur l'actionnariat du secteur aérien après le Brexit.
- La *Financial Conduct Authority* (FCA) a lancé une action en justice devant la Haute Cour contre deux anciens hauts dirigeants de Globo, la société britannique de technologie mobile qui était côtée à la bourse de Londres avant de s'effondrer en 2015

LE CHIFFRE À RETENIR

94 000

Le solde net de ressortissants européens ayant quitté le RU en 2020, selon l'ONS.

- consécutivement à des accusations de fraude comptable.
- La Bourse de Londres accueille son premier *Special Purpose Acquisition Vehicle* (SPAC) depuis la modification réglementaire de la FCA en août à la suite du rapport de Lord Hill. L'objectif de la société de venture capital Hambro Perks serait de lever 150 M£.
- La *Wine and Spirit Association* alerte sur les potentielles perturbations en approvisionnement de boissons alcoolisées à l'approche de Noël, en raison de la pénurie des chauffeurs routiers.



❖ Fait marquant : Lors de la « *Margaret Thatcher Conference on Trade* », les ministres martèlent l'ambition d'une *Global Britain* et l'objectif de la divergence normative

Organisée chaque année par le think-tank conservateur Centre for Policy Studies, la conférence a été ouverte par la ministre du commerce Anne-Marie Trevelyan. Mentionnant la stratégie pour l'export « [Made in the UK, Sold to the World](#) » publiée la semaine dernière, elle a réitéré la volonté d'accroître les liens commerciaux avec la région Indopacifique en réaffirmant la puissance britannique : « We are not Little Britain, and we never were. We are Global Britain ».

Pour sa part, le Ministre en charge du suivi de la mise en œuvre du TCA David Frost a centré son intervention sur les opportunités ouvertes par le Brexit, rappelant, toutefois, que la question du protocole nord-irlandais demeure « our most urgent and pressing problem, an issue of national interest ».

Considérant la divergence réglementaire comme une nécessité nationale, David Frost estime que la formule du "succès" britannique post-Brexit se compose de trois facteurs : « low taxes, light-touch and proportionate regulation, and free-trade (...) increasing consumer choice while reducing consumer costs ».

❖ Actualité macro-économique

Les premières estimations des PMI témoignent d'une activité économique contrastée en novembre – L'indice d'activité composite de l'Institut Markit s'est établi à 57,7 en novembre contre 57,8 en octobre, au-dessus du consensus à 57,5. Il reste ainsi au-dessus de sa moyenne du T3 (56,3) et de sa moyenne des années 2010 (54,3). Le PMI des services a diminué de 59,1 en

octobre à 58,6 en novembre, tandis que l'indice manufacturier s'est redressé de 57,8 à 58,2 en novembre. L'indice des nouvelles commandes a atteint son niveau le plus haut depuis juin, soutenu en majeure partie par la demande intérieure. L'indice des prix des intrants manufacturiers et des services a augmenté à son rythme le plus rapide depuis la création de l'enquête, reflétant les tensions actuelles sur les chaînes d'approvisionnement et les pressions inflationnistes. Enfin, l'indice des nouveaux emplois a quant à lui diminué à son niveau le plus bas depuis avril, illustrant les difficultés que rencontrent les employeurs à embaucher.

La suppression temporaire des droits de mutation à titre onéreux représenterait une perte de recettes fiscales de 6 Md£

– La suppression temporaire du *Stamp Duty* avait été appliquée de juin 2020 à juin 2021 sur les achats immobiliers pour les premiers 500 000 £, puis avec un quantum resserré à 250 000 £ jusqu'à septembre 2021, afin de relancer le marché immobilier après le confinement. De juin 2020 à septembre 2021, 1,58 million de transactions immobilières ont été conclues, en hausse de plus de 20 % par rapport à la même période en 2018. Selon les analyses de l'agence immobilière Savills, la moitié de cet allègement fiscal a bénéficié aux acheteurs de biens dont la valeur était supérieure à 500 000 £. En effet, la vente de logements dont la valeur était comprise entre 500 000 £ et 1 M£ a augmenté de 71 % tandis que les transactions de propriétés à plus d'1 M£ a augmenté de 75 %.

Le déficit public s'est établi à 18,8 Md£ en octobre, au-dessus du consensus à 14 Md£

– Il s'établit ainsi à 200 M£ sous son niveau d'octobre 2020. Par comparaison, le déficit avait diminué de 8,2 Md£ entre septembre 2020 et 2021 et en moyenne de 17,2 Md£ pour chacun des six premiers mois de l'année budgétaire par rapport au même mois de l'année précédente. Le ralentissement significatif de la diminution du déficit reflète ainsi le ralentissement de l'activité et la hausse de l'inflation. En effet, le paiement des intérêts sur la dette a atteint 5,6 Md£ en octobre 2021, contre 1,8 Md£ en octobre 2020, une hausse engendrée par la hausse de l'inflation. Les dépenses du gouvernement ont ainsi augmenté de 4,2 % en glissement annuel en octobre (contre une baisse de 6,3 % estimée par l'OBR pour l'année complète 2021-22), tandis que les recettes ont augmenté de 5,8 % en glissement annuel (contre 8,4 % anticipé par l'OBR sur l'année entière).

Les premiers signes de transformation du marché du travail post-Covid se font plus clairs

– Selon une nouvelle [étude](#) du think-tank *Resolution Foundation*, la fin du dispositif de chômage partiel n'a pas engendré un pic de chômage : 88 % des employés qui en bénéficiaient encore fin septembre avaient retrouvé un emploi en

octobre. En revanche, la crise a conduit à une hausse du nombre de personnes inactives, en hausse de 586 000 depuis le début de la crise, dont 364 000 seraient en âge de travailler. La *Resolution Foundation* indique également que la crise a engendré une réallocation à grande échelle entre secteurs, avec des nouveaux entrants sur le marché du travail qui se dirigent vers les secteurs dynamiques, tandis que les travailleurs des secteurs en difficulté quittent leur emploi. Une des inquiétudes du think-tank repose sur la bonne réallocation sectorielle. La *Resolution Foundation* note qu'il existe également une inadéquation entre les compétences des travailleurs et les emplois proposés. Ainsi, le nombre de travailleurs ayant changé de poste pour un emploi nécessitant moins de qualifications a augmenté depuis le début de la crise et la part de personnes surqualifiées pour leur emploi a atteint un niveau record.

Les ventes au détail ont augmenté de 0,8 % en glissement mensuel en octobre, au-dessus du consensus à 0,5 %

– Cette augmentation fait suite à cinq mois de baisses consécutives, et reflète les achats de Noël anticipés en raison des inquiétudes concernant les pénuries. Les ventes non-alimentaires ont augmenté de 4,2 % en glissement mensuel, dont une hausse de 6,2 % pour les achats vestimentaires et de 7,2 % pour les achats de jouets. Les ventes alimentaires ont en revanche diminué de 0,3 %, tandis que les ventes de carburants ont chuté de 6,4 %. Les ventes au détail devraient se contracter à nouveau dès novembre, alors que les ménages devraient voir leurs revenus diminuer en raison de l'inflation, de la diminution des allocations sociales et de la fin des subventions pour les travailleurs indépendants. La consommation des ménages pourrait toutefois rester vigoureuse s'ils décidaient d'utiliser l'épargne accumulée pendant la pandémie, mais les indicateurs de confiance des ménages ne valident pas cette hypothèse à ce jour (indice de confiance GfK à -14 en novembre, en dessous de sa moyenne à -13 depuis 2010).

Actualité commerce & investissement

Le lancement de la *British International Investment* (BII) permet au Royaume-Uni de concrétiser son orientation stratégique vers l'Indopacifique – Ouvrant la Bourse de Londres, la ministre des affaires étrangères Elizabeth Truss a présenté les nouvelles ambitions pour la BII, qui prendra le relai début 2022 de la *Commonwealth Development Corporation* (CDC Group). La BII aura pour objectif de mobiliser entre 8 à 9Md£ par an de capitaux publics et privés d'ici 2025. Au-delà de cet objectif financier, le BII devrait davantage orienter ses projets vers le financement des énergies renouvelables (incluant des projets de petits réacteurs nucléaires modulaires), des infrastructures et la digitalisation des pays en développement, particulièrement en Afrique, en région Indopacifique et les Caraïbes. L'institution sera présidée par Diana Layfield (actuellement chez Google, et ancienne CEO de Standard Chartered Afrique). Cette nouvelle restructuration est perçue par de nombreux observateurs comme un levier pour contrecarrer l'influence chinoise dans certains pays en développement en offrant une « alternative en promouvant les standards et valeurs britanniques à travers le monde.

Lors d'une audition parlementaire, la ministre du commerce assure que l'accord entre le Royaume-Uni et la Nouvelle-Zélande ne causerait aucun détriment aux agriculteurs britanniques – Bien qu'Angus MacNeil, président de la commission parlementaire du commerce international, a estimé que cet accord était « 30 fois plus satisfaisant » pour Wellington que pour le Royaume-Uni, la ministre a assuré que l'accord était « formidable » pour les agriculteurs britanniques au regard des protections prévues pour certains produits au sein de l'accord de principe. A cet égard, elle indique que les exportations de viande de bœuf néo-zélandais

nuiraient essentiellement aux importations en provenance de l'UE.

L'ex-ministre au commerce international Elizabeth Truss aurait bloqué une proposition permettant de bannir certains produits ne respectant pas les standards du bien-être animal – D'après les informations relayées par la presse, le blocage de cette proposition du ministère de l'agriculture permettrait de préserver une certaine marge de manoeuvre en vue des futures négociations commerciales. Au surplus, certains avis estiment également que cette mesure serait susceptible d'être contestée devant l'OMC en raison des difficultés à justifier l'interdiction d'un produit pour des « raisons morales ».

Dans un entretien au *Telegraph*, Anne-Marie Trevelyan exclut le déclenchement de l'article 16 dans le cadre du Protocole nord-irlandais avant Noël – En indiquant que David Frost ainsi que ses homologues bruxellois « continueront à faire leur travail de négociateurs », la ministre du commerce éclipse ainsi la menace britannique de l'article 16. Néanmoins, un porte-parole du *Cabinet Office* a semblé tempérer cette affirmation en déclarant que le gouvernement britannique n'avait fixé aucun calendrier et que le déclenchement de l'article 16 serait toujours une option en l'absence de solution conjointe.

Actualité financière

1 Réglementation financière et Marchés

La FCA demande aux entreprises financières britanniques de ne pas faire de « compétence-washing » dans le secteur de l'ESG – L'intérêt croissant autour des investissements durables créerait une intense concurrence au sein de la City pour recruter les talents nécessaires à cet objectif. Dans le but d'éviter des produits mal

calibrés, l'autorité de régulation souhaiterait mettre en place un renforcement des capacités dans l'ensemble du secteur financier, notamment par le biais de formations et éventuellement de certifications. "Les entreprises peuvent également avoir besoin d'envisager une formation générale de leur personnel sur le changement climatique et le net zéro, et plus largement sur l'ESG", a déclaré le régulateur. Ce rappel des autorités de régulation s'inscrirait dans le contexte de soupçons de communications peu scrupuleuses sur les produits labellisés ESG. Pour mémoire, une [consultation](#) est en cours sur les caractéristiques d'un label ESG pour les produits financiers.

Le ministre en charge du secteur financier lève le voile sur plusieurs évolutions à venir dans le cadre de la réforme des marchés de capitaux – Compte tenu du « consensus sur la grande majorité des questions identifiées pendant la consultation » (achevée fin septembre), John Glen a [confirmé](#), à l'occasion du dîner annuel de l'organisation professionnelle UK Finance, l'intention de révoquer l'obligation de négociation d'actions (STO) et le *double volume cap* (DVC) ainsi que le recalibrage du régime de transparence pour les marchés de *Fixed Income* et de produits dérivés, et ce afin de garantir que les bons instruments soient soumis aux exigences de transparence et de supprimer les charges jugées inutiles pour les entreprises. Les changements réduiraient également le champ d'application du régime des limites de position pour les dérivés sur matières premières et transféreront la fixation des contrôles des limites de position de la FCA aux plateformes de négociation. Il a également affirmé que de telles réformes nécessiteraient le renforcement des pouvoirs des régulateurs techniques comme proposé dans la réforme en cours du cadre de gouvernance financière.

2 Banques et Assurances

Les dirigeants de la banque d'Angleterre ont été auditionnés au Parlement sur la question des

monnaies numériques de banque centrale (CBDC) – Durant cette audition devant les Lords, les deux responsables de la Banque d'Angleterre (qui vient de lancer une consultation sur une livre digitale) ont précisé leur vision de l'utilité de ce système. Cette CBDC ne serait pas utilisée pour augmenter les champs d'intervention de la BoE. Elle permettrait, entre autres, une diminution des frais de transaction pour les *retailers* qui supportent des charges parfois élevées fixées par les entreprises de paiements classiques. Ils ont également indiqué leur préférence pour un système de plateforme sur laquelle se retrouveraient les consommateurs et les banques privées qui agiraient comme des intermédiaires. La BoE interviendrait comme régulateur des banques, entreprises et autres consommateurs. De plus, le design probablement retenu pour ce système serait celui d'un *central ledger* et non pas un *distributed ledger*.

Le prêteur britannique Kensington Mortgages commercialise des prêts hypothécaires à taux fixe d'une durée maximale de 40 ans – Ce faisant, Kensington introduit un des premiers produits de ce type au Royaume-Uni. Ces intérêts seront fixés en fonction de la durée. Pour les prêts hypothécaires les plus longs (35 ans et 40 ans), les taux commenceront à 3,16 % et 3,34 % respectivement, pour un ratio prêt/valeur de 60 %. Les taux pour les durées plus courtes seront plus bas - à partir de 2,83 % pour un produit de 15 ans avec le même ratio prêt/valeur.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Responsable de la publication : Service Economique Régional de Londres
Rédacteurs : Raphaël Bigio, Quentin Bon, Jeanne Louffar, et
Sophia Milliaud
Revu par Thomas Ernoult
Pour s'abonner : londres@dgtresor.gouv.fr